



Région Martinique

DOSSIER  
DE  
PRESSE  
2011



Autre Bord - Case Pilote

Hôtel de Région  
Mercredi 27 juillet 2011

## UN AN DE PLAN DE RELANCE

# PLAN DE RELANCE D'URGENCE : 1 AN APRES : DES OBJECTIFS ATTEINTS

## MOT DU PRESIDENT

### *UNE DEMARCHE REELLEMENT DYNAMIQUE*

Je ne reviendrai pas sur les raisons qui ont motivé la décision déterminée prise dès mon élection en 2010 de mettre en place un Plan de Relance d'Urgence. Les indicateurs économiques étaient assez alarmants pour ne pas rester indifférents et pour faire de la commande publiques, un élément essentiel du redémarrage de notre activité. Un an après le début des premiers chantiers sous label Plan de relance, il est important de tirer un premier bilan et de restituer à tous nos partenaires l'évaluation des effets attendus de cette démarche. Le combat entamé pour affronter ce contexte difficile continue et le Conseil Régional de la Martinique multipliera les initiatives et s'impliquera de manière audacieuse pour dire non à ce qui pourrait apparaître comme une fatalité de la récession.

Le Plan de Relance 2 qui est en préparation devrait être présenté dans les semaines qui viennent et annoncera des initiatives importantes tournées vers, entre autres, de grands éléments structurants du développement économique.



## VOLET COMMANDE PUBLIQUE

---

### Rappel Chiffres globaux

Nombre total de chantier commune et EPCI : **221**

Volume d'affaire : **201 532 988**

Participation région : **78 028 649** soit **38,7%**

Dont Plan de relance : **71 365 907**

Et ACRC : **6 662 742**



## ELEMENT DU CLIMAT DE L'ECONOMIE EN MARTINIQUE

En 2010 : 2780 création nette d'emploi et une baisse du nombre de chômeur au sens du BIT de 690 (source note de l'INSEE juin-juillet 2011)

Vente de ciment : augmentation de la vente de ciment en vrac de 7,7% sur un an (2010-2011) dont une augmentation de 52% pour les 6 derniers mois. ( source document IE-DOM)

L'augmentation des recettes de TVA de 6,6% (source document de la DRFIP) sur un an (2010-2011) prouve une reprise de l'activité.

L'octroi de mer

## APPORT DIRECT EN TRESORERIE DES COMMUNES

**En 2010** : 4,8 millions d'euros ont été versé aux communes

**En 2011** : une aide de 5 millions d'euro sera de nouveau répartie équitablement entre les 34 communes

## SYNTHESE

**Emplois générés par le Plan de Relance Régional d'Urgence : 2006**

Dont **1328** par le volet commande publique

Et **678** par le volet logement

**Au cours des 12 derniers mois : 1** salarié, de la construction, sur **4** a été impacté par le Plan de Relance Régional d'Urgence

**Au cours des 12 derniers mois : 3** entreprises, dans le domaine de la construction sur **4** ont été impactées par le Plan de Relance Régional d'Urgence.

**Volume d'affaire global déclenché : environ 111 010 869€** sur **242 371 196 €**

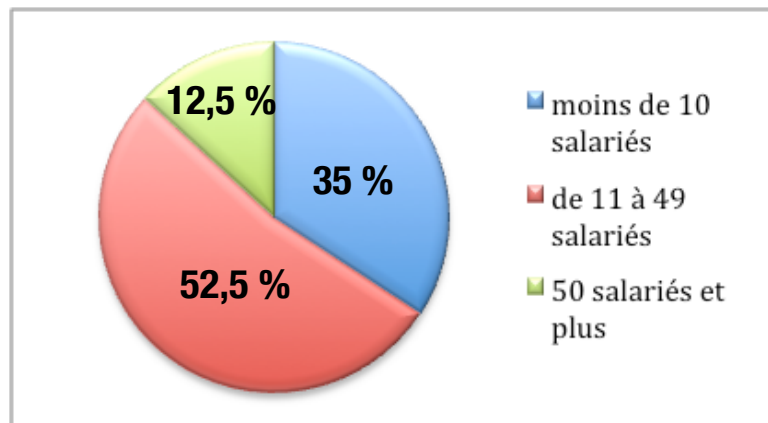
## Au 15 octobre 2011

Nombre de chantiers démarrés : **98**

Volume d'affaire déclenché : **105 010 869 €**

Participation Totale de la région sur ces projets : **32 570 091 €**

## Nombre entreprises impactées : 204



TAILLE DES ENTREPRISES IMPACTEES

## EMPLOIS

Masse salariale distribuée : **30 329 378 euros** de masse salariale ont été distribués au 1er octobre 2011, soit 28,9 % du volume d'affaires déclenché.

# UNE ACTION EXCEPTIONNELLE MENEÉE DANS LE CADRE DU PLAN DE RELANCE : près de 1 000 familles verront enfin leur souhait d'être mieux logées se réaliser

Le Conseil Régional de la Martinique dans le cadre du Plan de Relance Régional d'Urgence a souhaité rendre opérationnels environ un millier de décisions favorables de l'Etat (LBU) pour le financement de réhabilitation ou de construction de logements individuels. Cette opération vient en soutien des subventions AAH (Aide à l'Amélioration de l'Habitat) et LES (Logement Evolutif Social) attribuées par l'Etat.



Les décisions d'octroi par l'Etat de subventions les plus anciennes remontaient à 2004 et 2005 et seraient frappées d'annulation fin 2 010 si elles ne se transformaient pas en chantiers réels.

Il est à noter que près de 200 de ces 1 000 familles étaient des sinistrées du cyclone DEAN (2007) et ne pouvaient jusqu'alors retrouver des conditions décentes de vie.

Pour réaliser l'ensemble de ce dispositif, Conseil Régional de la Martinique a consenti un ef-

fort de plus de 4 millions d'euros et a ainsi permis de déclencher près de 30 millions d'euros de travaux auprès essentiellement de petits artisans (plombiers, maçons, électriciens, couvresseurs,...)

Parallèlement et au vu des débats engagés dans le cadre de cette action, la Région en a profité pour adhérer au Fonds de Garantie de l'Habitat de la Martinique qui ne comptait parmi ses membres jusqu'alors que le Conseil Général et l'Etat.

Ce fonds a été abondé en conséquence : 6,6 millions d'euros pour permettre d'ouvrir ses services à un maximum d'emprunteurs qui ne peuvent présenter de caution pour accéder à leur emprunt pour réparer ou reconstruire leur logement. Plus le fonds est abondé et plus les familles qui peuvent en bénéficier sont nombreuses.

A dispositif exceptionnel, mesures exceptionnelles. En effet, ces dossiers ont fait l'objet d'un traitement individuel au cas par cas, sans se voir imposer ni plafond ni quota. L'essentiel était de boucler le plan de financement pour permettre de déclencher le chantier.

Cette initiative a permis un énorme travail partenarial avec

les opérateurs sociaux de Martinique (GIDOS et le PACT), l'Etat, l'interface social financier, Martinique Habitat.

Cette action s'inscrit largement dans le cadre du Plan de Relance d'Urgence de la Région qui vise à redonner du souffle à une économie en grande difficulté et à créer autour de la commande publique un maximum d'emplois. Elle servira de tremplin à l'écriture dans les prochaines semaines de la politique de la Région Martinique en matière de logement social.

Enfin, cette opération comme l'ensemble des actions du Plan de Relance est soumise à évaluation directe et fera l'objet d'une information la plus large dès les prochaines semaines (nombre d'emplois générés, nombre de chantiers ouverts, volumes financiers, ...).



## Rappel Chiffres globaux

Nombre total de chantier : **956**

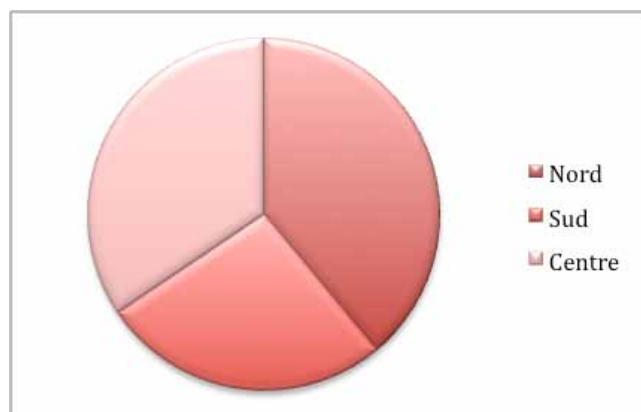
Volume d'affaire : **33 238 208€**

Participation région Plan de Relance : **4 714 107€**

## Au 15 octobre 2011

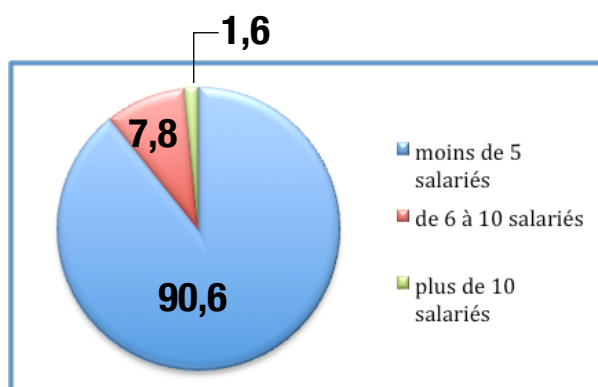
Nombre de chantiers démarrés : **228**

Pour Part régionale : **1 470 649 €**



Répartition géographique des chantiers Logement du Plan de Relance

## Nombre entreprises impactées : 65



Le volet logement du Plan de relance bénéficie à 90,6 % aux petits artisans

## DES INITIATIVES EN FAVEUR DES ENTREPRISES

---

Pour optimiser les effets du Plan de Relance, **les investissements fait par les collectivités doivent se répercuter immédiatement dans l'économie Martiniquaise.**

Le 28 juin 2011, à l'initiative du Conseil Régional, une rencontre était organisée afin de fluidifier les règlements entre les donneurs d'ordre publics et les entreprises.

Suite à cet échange un groupe de travail composé de représentants des collectivités territoriales, de chef d'entreprises de toutes tailles et de la paierie régionale s'est constitué.

**Ce groupe est chargé, de présenter une charte partenariale collectivités/entreprises qui permettra, bien au-delà du Plan de relance, de réduire les délais de règlement des entreprises.**



Rencontre avec les entreprises - 28 juin 2011





Parking Jules Ferry - Lorraine



Eglise du Lorraine



Centre technique - Saint-Anne



Hôtel de ville rénovée - Saint-Anne



Autre Bord - Case Pilote



Crèche - Morne Pitault - Le François



Logement



Logement



---

Contact presse :  
Syndra TELGA – Tél. 05 96 59 64 70 - 06 96 20 24 58  
service.communication@region-martinique.mq  
www.cr-martinique.fr